

EXTRAIT du REGISTRE DES DELIBERATIONS

Siège  
BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE – 93600 AULNAY-SOUS-BOIS  
(Seine Saint-Denis)

Nombre de membres en exercice : 80

**DECISION DU PRESIDENT**

**DU 24 SEPTEMBRE 2024**

Le Président certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent acte  
Conformément à l'article L2131-1 du CGCT

L'AN DEUX MILLE VINGT-QUATRE, LE VINGT-QUATRE SEPTEMBRE,  
L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL PARIS TERRES D'ENVOL  
A AULNAY-SOUS-BOIS, BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE

**N°35 – DROIT DE PREEMPTION URBAIN – DELEGATION A L'EPFIF DE L'EXERCICE DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN DU BIEN SIS  
13 AVENUE DE LA DIVISION LECLERC ET 2-6 RUE DE VERDUN AU BOURGET CADASTRE SECTION J N°20, 22, 25 ET 32**

**Le Président,**

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5211-9 alinéa 7,  
**Vu** le code de l'urbanisme et notamment l'article L.213-3,  
**Vu** l'article L.5211-10 du code général des collectivités territoriales permettant à l'assemblée délibérante de déléguer une partie de ses attributions au Président,  
**Vu** la délibération du conseil municipal du Bourget en date du 10 avril 2017 instituant le droit de préemption urbain renforcé (DPUR),  
**Vu** la délibération n°49 du conseil de territoire en date du 11 juillet 2020 portant délégation au Président de l'exercice des droits de préemption et du droit de priorité pour la durée de son mandat et délégation au Président de la possibilité de déléguer l'exercice de ces droits pour la durée de son mandat au sein des secteurs d'intérêt territorial et des secteurs d'intervention foncière de l'EPFIF,  
**Vu** la délibération n°54 du conseil de territoire en date du 11 juillet 2020 portant délégation à la commune du Bourget de l'exercice du droit de préemption urbain et du droit de priorité dans les secteurs d'intérêt communal  
**Vu** la convention d'intervention foncière établie entre l'EPFIF, la commune du Bourget et l'EPT en date du 30 décembre 2019,  
**Vu** la déclaration d'intention d'aliéner (DIA) établie par monsieur Hsueh Sheng WANG de la SCI des Tubes de Montreuil, en application des articles L.213.2 et R.213.5 du code de l'urbanisme, reçue le 16 juillet 2024 en mairie du Bourget sous le numéro 09301324A0104, informant le titulaire du droit de préemption urbain de l'intention de monsieur Hsueh Sheng WANG en sa qualité de président de la SA société les tubes de Montreuil de céder son bien situé au Bourget, 13 avenue de la Division Leclerc et 2-6 rue de Verdun, cadastré au Bourget, section J n°20, 22, 25 et 32, faisant l'objet d'un bail, occupé par des locataires dans l'état d'occupation précisé dans la DIA, moyennant le prix de VINGT-DEUX MILLIONS D'EUROS (22 000 000 €),

**Considérant** qu'au titre de l'article L.213-3 du code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain peut être délégué à un établissement public y ayant vocation comme un établissement public foncier,

**Considérant** que le bien faisant l'objet de la déclaration d'intention d'aliéner susmentionnée est situé dans un des périmètres définis dans la convention d'intervention foncière conclue entre la commune du Bourget, l'EPT et l'EPFIF du 3 avril 2023 et répond aux objectifs d'intervention de l'EPFIF,

**Considérant** en conséquence qu'il convient de déléguer à l'établissement public foncier d'Ile-de-France l'exercice du droit de préemption urbain pour le bien faisant l'objet de la déclaration d'intention d'aliéner susmentionnée,

**DÉCIDE**

**Article 1 De déléguer** à l'établissement public foncier d'Ile-de-France l'exercice du droit de préemption urbain pour le bien situé au Bourget, 13 avenue de la Division Leclerc et 2-6 rue de Verdun, cadastré au Bourget, section J n°20, 22, 25 et 32, tel que décrit dans la DIA susmentionnée ainsi que de l'ensemble de la procédure incluant notamment la saisine de la Direction nationale d'interventions domaniales, la demande de visite ou de pièces complémentaires entraînant une interruption des délais.

**Article 2 De préciser** qu'une ampliation de la présente décision sera adressée à :  
- Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis dans le cadre de l'exercice du contrôle de légalité,  
- Monsieur le Directeur de l'EPFIF,  
- Monsieur le Maire de la commune du Bourget.  
La présente décision sera affichée au siège de l'établissement public territorial Paris Terres d'Envol et sera également transmise aux communes membres pour affichage dans le mois.

**Article 3 D'informer le délégataire** qu'il est tenu de transmettre à la ville du Bourget les éléments d'information relatifs à la préemption pour la tenue du registre des préemptions conformément à l'article L.213-13 du code de l'urbanisme

**Article 4 De rappeler** que la présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de son affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Pour extrait conforme



Le Président  
**Bruno BESCHITZ**

Accusé de réception en préfecture  
093-200058097-20240924-35-24-09-2024-AU  
Date de télétransmission : 27/09/2024  
Date de réception préfecture : 27/09/2024